



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de la recherche

Question au Gouvernement n° 1474

Texte de la question

CRÉDITS DE LA RECHERCHE

M. le président. La parole est à M. Christian Ménard, pour le groupe UMP.

M. Christian Ménard. Monsieur le président, je tiens d'abord à m'élever contre les propos incorrects tenus par un élu socialiste lors de la question de M. Yves Nicolin relative à l'adoption des enfants. (*" Des excuses ! " et huées sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. J'ai déjà dit ce qu'il y avait à dire. Veuillez poser votre question.

M. Christian Ménard. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Monsieur le ministre, lors de votre déplacement à Crolles et à Grenoble, vous avez affirmé toute l'importance que vous accordez à l'effort de recherche et à une meilleure exploitation de tous ses effets bénéfiques pour l'économie.

Vous avez ainsi proposé des mesures destinées à encourager le développement de projets industriels axés sur l'innovation et reposant, notamment, sur la coopération entre plusieurs entreprises et centres de recherche et de formation sur un territoire donné. Vous avez également indiqué que les engagements pris par l'État en matière de financement de la recherche seront tenus à l'euro près. Déjà, M. François Fillon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et M. François d'Aubert, ministre délégué à la recherche, ont annoncé la création pour 2004 de plusieurs centaines de postes supplémentaires de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens, ainsi que mille nouveaux emplois dans les universités, ce qui me paraît indispensable pour permettre de dénouer la crise de la recherche - et on sait à quel point les Françaises et les Français sont attachés à cette dernière.

Or, compte tenu de l'absence de marges de manoeuvre budgétaires, vous avez annoncé un objectif de croissance zéro pour l'ensemble des dépenses de l'État. Monsieur le ministre, allez vous pouvoir tenir vos promesses ? Quelle place accorderez-vous à la recherche en élaborant le prochain budget ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Nicolas Sarkozy, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, il n'y a pas de fatalité à la croissance molle, ni aux délocalisations, ni au retard technologique de la France !

Je veux rendre hommage, comme l'ont fait François Fillon et François d'Aubert, au député Christian Blanc, qui a rendu au Premier ministre un rapport remarquable sur les pôles de compétitivité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Ce rapport nous a été remis il y a un mois et demi. Je me suis rendu à Crolles, où l'alliance des collectivités territoriales - mairie de Grenoble, conseil général de l'Isère et conseil régional - a produit, au-delà de toutes les différences partisans, un résultat remarquable. Nous voulons développer en France des pôles de compétitivité. Le Premier ministre souhaite que soit lancé un appel national en vue de créer quatre ou cinq pôles de la dimension technologique et de la taille critique de Crolles, qui permettront à la France d'être en avance.

M. Pascal Clément. Venez dans la Loire !

M. le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Le Premier ministre souhaite la

création d'une dizaine de pôles de compétitivité régionaux, dans un univers industriel plus traditionnel, qui n'est pas nécessairement celui de la haute technologie. Il y va de nos emplois pour demain.

Les engagements pris par le Premier ministre en matière de recherche seront respectés à l'euro près, car une société qui n'invente plus est une société en déclin. C'est le contraire de ce que nous voulons pour la France.
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Christian Ménard](#)

Circonscription : Finistère (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1474

Rubrique : Recherche

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 juin 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 23 juin 2004